

le pouvoir, en 1906, au nom du radicalisme triomphant ; d'autre part, après l'affaire Stavisky, nous verrons Chautemps se retirer, participer au Front Populaire et redevenir ministre dans le cabinet Sarraut.

Si l'on examine d'ailleurs Panama et sa suite l'Affaire Dreyfus d'une part, Stavisky et sa conséquence : la lutte contre le fascisme d'autre part, nous constaterons que les scandales financiers correspondent à des périodes de dépression économique (cyclique avant la guerre, permanente et profonde en 1934) et que leur politisation se relie ou précède le réveil des ouvriers. Autour de Panama et de l'Affaire Dreyfus prendra place une agitation qui entraînera le prolétariat, au nom de la défense de la République, de la lutte contre l'Armée, non à défendre ses revendications de classe, mais à participer au premier acte du triomphe absolu du radicalisme, agent du capital financier : à l'avènement du cabinet Waldeck-Rousseau où entrera Millerand. Pour Stavisky, l'agitation des Ligues, des Croix de Feu en janvier s'effectuera dans une ambiance d'effervescence prolétarienne consécutive aux attaques brutales des cabinets de gauche ; l'affaire Stavisky, comme Panama en son temps, fera place à la lutte entre fascisme et démocratie qui se terminera par le triomphe de cette dernière obtenant des mesures contre les Ligues après l'anéantissement du prolétariat français dissoud dans le Front Populaire.

Il nous faut cependant insister sur la période de 1892 à 1914, car nous estimons qu'il s'agit là d'une phase essentielle dans la corruption du prolétariat et de la consolidation de l'économie capitaliste française. Nous avons déjà remarqué qu'à la faveur du scandale de Panama, auquel se rattache l'Affaire Dreyfus, s'était fait jour un processus d'incorporation du prolétariat à la défense de la République sur la base de la lutte entre la droite tentant de compromettre la gauche bourgeoise dans un scandale financier (Panama), de la gauche tentant de compromettre la droite dans un scandale militaire (Dreyfus) sur le fond d'un réveil des ouvriers déterminé à la fois par la dépression cyclique et de la tension internationale des guerres de rapine coloniale. La conclusion de ces événements fut le triomphe du capitalisme financier et de ses formations politiques traînant à leur remorque le parti possibiliste de Jaurès solidaire de Millerand ainsi que la grande majorité des ouvriers dévoyés de leur chemin de classe pendant la campagne dreyfusarde.

Le mouvement prolétarien, dans la phase impérialiste, se présente, en France, sous trois aspects qui, comme nous l'avons déjà dit, ré-

sultent de la structure particulière de l'économie, des rapports de classes qu'elle a déterminés, et de la reconstruction des organismes du prolétariat après trois décades de luttes extérieures contre le capitalisme, dans la phase de l'expansion économique où un domaine colonial va s'intégrer à l'économie métropolitaine, permettre le maintien du particularisme de l'économie et amortir les chocs sociaux entre bourgeoisie et prolétariat passant sous la domination absolue du réformisme syndical et politique dès 1906.

Le guesdisme, s'appuyant sur un prolétariat industriel fraîchement arrivé sur l'arène politique et apte, par ses conditions de vie, son milieu social, à comprendre les déductions doctrinales de Marx, représentera, jusqu'à la fusion de 1904, l'élément doctrinal du marxisme en France. Il ne parviendra pas cependant à se dégager des théories de « défense de la République », ainsi que le prouve son attitude lors du boulangisme et les contradictions de son attitude au cours de la seconde phase de l'Affaire Dreyfus qui, bien que dénoncée par lui comme mouvement de diversion envers les ouvriers, le vit constituer, avec les autres fractions socialistes, un comité de coordination pour la « défense de la République », dénoncée pourtant par Guesde au commencement de l'affaire. Cette lacune fondamentale devait faciliter le passage des guesdistes, en 1914, de l'autre côté de la barricade. L'autre point faible du guesdisme fut son attitude paraphrasée sur l'argumentation classique de Bebel-Liebkecht, au sujet de la grève générale, qui, profondément juste pour autant qu'il s'agissait de lutter contre l'apolitisme des anarchistes et pour la liaison entre luttes politiques et syndicales, devenait foncièrement erronée dans la période d'expansion capitaliste où les batailles revendicatives, les grèves générales passaient au premier plan. La position du guesdisme consista à lutter pour une liaison organique, du type belge et allemand entre syndicats et partis, alors que les bases économiques et sociales n'existaient pas pour une pareille concentration. L'échec inévitable de cette tentative devait permettre un développement du mouvement syndical antiparti et fortement opposé au guesdisme, qui était amené progressivement à se confiner à la conquête des municipalités et du parlement, comme moyens pour la conquête du pouvoir politique alors qu'il se détachait de plus en plus de la réalité des luttes revendicatives, de leur signification.

Le possibilisme, tel qu'il apparut en 1789, après la scission du Congrès de Saint-Etienne, était, avant tout, l'expression de l'usure histo-

rique du prolétariat français, une tentative d'adaptation légale au nom de la lutte pour les revendications ouvrières. Ce n'est pas seulement Brousse, mais Allemane qui l'exprima ; il ne contenait pas seulement un élément opportuniste, mais aussi les aspirations des couches ouvrières parisiennes et autres ne subissant pas les effets de la concentration industrielle et plus apte à être influencées par les différentes écoles du radicalisme bourgeois.

Contre ces deux courants opposés où le blanquisme de Vaillant rejoignit bientôt le guesdisme, se développa l'anarcho-syndicalisme sous ces deux aspects, celui de Pelloutier, Pouget se reliant à la période des attentats anarchistes, du sabotage, de la grève générale à outrance et basé sur les Bourses du Travail ; celui du syndicalisme révolutionnaire de 1903 à 1909. Il exprimera d'abord la réaction de couches importantes du prolétariat à la fois contre les tentatives précoces de Guesde de relier partis et syndicats dans une phase où la lutte des classes ne permettait pas, comme en Allemagne, de croiser l'entrée au parlement avec l'obtention de réformes, et des luttes revendicatives, mais où les victoires électorales s'obtenaient en marge de batailles revendicatives ; d'autre part, il sera une réaction de classe contre le possibilisme dont Allemane, sous l'effet des situations, se détachera bientôt, et par la suite contre le jauréssisme opportuniste et ministériel.

L'éparpillement du front prolétarien ne sera pas le fait des ravages de l'anarchisme ou de l'opportunisme, mais l'expression du milieu économique où se déroulera la lutte des classes en France. Seule, la synthèse de tous les éléments progressifs des classes apportés par ces trois courants pouvait, évidemment, permettre la constitution d'un courant marxiste en France. Mais le guesdisme ne se développa que par une lutte impitoyable contre l'anarcho-syndicalisme ; par là, il devait détruire la signification acquise par les grèves revendicatives, la grève générale et les remplacer par la lutte municipale et parlementaire devant l'amener au point de vue pratique au niveau de l'opportunisme de Jaurès et à la fusion de 1904 avec ce dernier.

L'anarcho-syndicalisme, par son apolitisme consacré par la charte d'Amiens, devait vérifier la formule de Lénine : en soi, le syndicat ne mène qu'au trade-unionisme et faire des réformes et du réformisme, dès 1909, le chemin devant le mener à la trahison de 1914. Par là même, son aspect progressif sera noyé d'une façon irrémédiable. Le jauréssisme sera le prix payé par le prolétariat dans la période d'expansion impérialiste pour l'amélioration de ses conditions de vie : son incorporation à l'Etat

démocratique. La participation de Jaurès à l'affaire Dreyfus, exprima le réveil du prolétariat qu'à l'encontre du Guesdisme ne saisissant pas la signification réelle de ces événements et déclarant rester neutre dans le conflit entre deux clans bourgeois, il devait traduire dans son langage propre étant celui de l'opportunisme radicalisant jusqu'à déterminer l'entrée de Millerand dans un cabinet bourgeois avec Gallifet.

La conscience marxiste de l'inachèvement organique des différentes formations politiques, reflet de l'inachèvement de la structure capitaliste de la France, aurait seule put donner au courant de Guesde la force de résister à son envahissement par l'opportunisme et certainement lui aurait fait concevoir les autres tronçons issus de la lutte des classes non comme des forces avec lesquelles il devait fusionner, mais comme des expressions politiques dont il devait, par la discussion, la confrontation, l'analyse, tenter de saisir l'élément de classe, élément qui devait se perdre sous la pression d'autres facteurs nettement capitalistes.

Le prolétariat français tentera bien de recourir à l'aide du prolétariat international groupé dans la IIe Internationale. Mais cette dernière, rongée par l'opportunisme, devait, par la motion équivoque de Paris, répondre par une fin de non-recevoir et, par la motion d'Amsterdam, résoudre formellement le problème en condamnant le ministérialisme en principe — non en fait — et en poussant à la fusion de Guesde et de Jaurès, triomphe définitif de l'opportunisme en France et disparition des éléments progressifs apportés par chaque courant. Voilà pourquoi, en 1914, le prolétariat se présentera devant la conflagration mondiale sans avoir pu donner le jour à une fraction marxiste, comme en Allemagne, en Russie.

Si l'on tente maintenant de comparer le chemin historique suivi pour la formation de la société capitaliste en France et en Allemagne, il est possible de comprendre pourquoi, dans des conditions de développement économique différentes, ce dernier pays donnera naissance au courant marxiste de Rosa Luxembourg, et bien avant à un puissant mouvement socialiste lié organiquement au mouvement syndical.

En réalité, c'est la révolution française qui donna le coup mortel au féodalisme allemand et qui permit le développement industriel des provinces rhénanes. Cependant, si c'est la Prusse que reviendra l'initiative de l'unification de l'Allemagne, la cause en réside dans sa situation géographique, ses bases économiques, son évolution historique et politique. Désarticulée après Tilsit par Napoléon, la Prusse se présentait en 1815, après le traité de Vienne,